

Le congrès de Rome

8 avril 1918

Jusqu'en 1917, les gouvernements français, anglais et américain souhaitent sauver la monarchie danubienne, pilier de stabilité dans l'entière région danubienne et balkanique, tandis que l'Italie mène une action forte destinée à lui donner « le coup de grâce » en détruisant l'Autriche-Hongrie militairement et politiquement par une « politique des nationalités. ».

Après la paix de Brest-Litovsk (*mars 1918*), Guillaume II et Ludendorff exerce une véritable dictature de guerre en Allemagne, imposant au souverain Habsbourg un renforcement de l'alliance et mettant au pas l'armée autrichienne. Les Alliés constatent alors que l'Autriche-Hongrie devient une seconde Bavière : militairement autonome mais en fait à la disposition du cabinet et de l'Etat-major de Berlin ; la monarchie est désormais condamnée à partager le sort du Reich allemand et rien ne peut plus empêcher sa dissolution au profit des Etats-successeurs.

Afin de soutenir tous les peuples opprimés de l'Empire austro-hongrois, un groupe de journalistes italiens, soutenu par le quotidien *Il Corriere della Sera*, lance l'idée d'un congrès de représentants des nationalités.

Le congrès de Rome débute *le 8 avril 1918* avec les personnalités reconnues dans les délégations nationales tchèques, slovaques, yougoslaves, serbes, polonaises et roumaines : ces délégués représentent 30 millions de slaves et latins opposés à 20 millions d'Allemands et de Hongrois et veulent créer « le droit, la liberté et la justice pour les nations contre l'empire de la violence ». La déclaration émise par le Congrès a non seulement un objectif politique mais elle vise aussi à créer une association des « âmes » et du travail. Celui-ci est bien accepté par plusieurs organisations italiennes dont le *Fascio parlamentare* ou la Social démocratie « irrendentiste » ainsi que par les journalistes et animateurs politiques comme Mussolini. Des représentants étrangers (français dont Albert Thomas¹, anglais et américains) sont aussi présents.

Les conséquences du Congrès de Rome concernent essentiellement la dissolution de l'Autriche-Hongrie ; il promeut l'organisation des « légions² » de prisonniers austro-hongrois (11 500 prisonniers sur 14 000 sont enrôlés) et crée en avril 1918, une commission centrale pour la propagande contre l'ennemi. Celle-ci commence ses activités *le 15 mai 1918*, lorsque les caractères

de presse en langues étrangères sont finalement disponibles. *A partir du 15 juin 1918 et jusqu'au 1^{er} novembre 1918*, près de 51 millions d'affiches et de tracts et 9 millions d'hebdomadaires de propagande (en allemand et en hongrois) incitant à la désertion sont lancés au-delà de la ligne du front austro-hongroise, grâce à des avions et des roquettes.

Tous les Alliés soutiennent cette stratégie et malgré le renforcement de la censure, les troubles dans les territoires des Habsbourg s'intensifient.

Le congrès de Rome est suivi de nombreuses réunions et congrès officiels ou non.

¹ **Albert Thomas (1878-1932)** : homme politique français, ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre durant la Première Guerre mondiale, il organise la production d'armements et le travail ouvrier. Il devient en 1919 le premier directeur du Bureau international du travail à Genève.

² **Les Légions** : dès la défaite italienne de Caporetto (*octobre-novembre 1917*), les soldats tchèques et slovaques sont séparés des autres prisonniers austro-hongrois en Russie, en Serbie et en Italie pour être affectés dans les tranchées.